



Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Montreuil, le 17/04/2017

Réponse à la coordination rurale -11 revendications de la section viande-

Bonjour,

Comme vous le dites, il s'agit de 11 revendications avant une réforme totale de la PAC. Nous pensons qu'il est urgent de réformer la PAC et qu'il est urgent que la France réforme les aides de la PAC dont elle a la responsabilité.

En particulier, nous pensons que les aides agricoles doivent être plafonnées, que ce soit en nombre d'hectares ou de bêtes. Comme dans tous les autres secteurs agricoles, il faut aider l'installation de jeunes paysans en leur facilitant l'accès au foncier et avec des aides adaptées pour les filières dans lesquelles ils ne peuvent pas tirer un revenu rapidement (élevage allaitant ou arboriculture par exemple).

Nous sommes en faveur d'une agriculture de proximité, de circuits courts, d'exploitations autonomes. En ce qui concerne les bovins viande, nous comptons privilégier les élevages qui mèneront les animaux de la naissance à l'abattoir avec des aliments produits sur la ferme, et particulièrement de l'herbe. Nous sommes opposés à l'importation d'aliments pour les animaux de ferme et sommes donc favorables à la production de protéines végétales locales. Nous sommes aussi opposés au transport d'animaux vivants sur de longues distances, ce qui exclut de fait l'exportation des bœufs pour qu'ils soient engraisés à l'étranger. Nous sommes aussi opposés aux fermes-usines, aux élevages industriels et aux élevages hors-sol. Nous considérons que la consommation de viande est trop élevée et qu'il faut privilégier les élevages de qualité. Nous sommes aussi sensibles au bien-être animal et pensons que les bovins doivent pouvoir vivre dans des conditions qui respectent leurs besoins physiologiques, et donc pâturer dans la mesure où les conditions climatiques et saisonnières le permettent.

Nous comptons mettre au pas l'agroindustrie, l'agroalimentaire et la grande distribution. Nous souhaitons que les paysans soient justement rémunérés pour leur travail et, comme tous les travailleurs, qu'ils bénéficient de retraites décentes.

Nous souhaitons que toute la restauration collective se serve en produits bio et si possible produits à proximité. Nous sommes opposés aux traités de libre échange en général et a fortiori à l'inclusion des productions agricoles dans ces traités.

Philippe Poutou